

CONGRÈS
INTERNATIONAL
D'HISTOIRE COMPARÉE

8^e SECTION

Paris, le 4 Février 1900

CONGRÈS
D'HISTOIRE DE LA MUSIQUE

(PARIS, DU 23 AU 30 JUILLET 1900)

MONSIEUR,

Un congrès d'histoire de la musique doit avoir lieu à Paris, en 1900, pendant l'Exposition Universelle. Nous voudrions créer un rapprochement entre les musiciens d'Europe, et leur fournir un terrain de discussions communes, où seraient agitées à la fois des questions d'ordre historique et d'ordre pratique. Nous sommes persuadés que de ces études en commun pourraient sortir, non seulement des lumières nouvelles pour l'histoire de la musique, mais une entente d'une utilité immédiate pour l'exécution des réformes pratiques, nécessaires au développement de notre art.

Le Comité d'organisation, officiellement constitué, se permet d'attirer particulièrement votre attention sur les questions suivantes, qu'il souhaiterait de voir discuter dans les séances du Congrès.

I. — HISTOIRE MUSICALE

1. — Quel système de transcription adopter pour la musique antique?
2. — Discussion des différents systèmes contemporains, relatifs au chant grégorien et au plain-chant. (Théorie et pratique.)
3. — Rapports de la mélodie populaire et du plain-chant.
4. — De la notation byzantine.
5. — Du rythme des monodies du XIII^e au XV^e siècle, notées en neumes ou en notes de plain-chant.

6. — Des traités anciens de contre-point.
7. — De la musique italienne avant le xvi^e siècle.
8. — Origines de la Canzon française, prototype des Sonates des Gabrieli.
9. — De la collaboration des poètes avec les musiciens, et de l'union de la poésie avec la musique, antérieurement à la création de l'Opéra, c'est-à-dire jusqu'à la fin du xvi^e siècle.
10. — De l'emploi, antérieurement au xvii^e siècle, du dièse et du bémol, exprimés ou sous-entendus par la notation.
11. — Etude des orgues et de leurs progrès.
12. — A qui attribuer l'abolition de la basse chiffrée, au xviii^e siècle?
13. — Des origines de la Sonate moderne.
14. — Des origines de la Symphonie avant Haydn.
15. — Des moyens pratiques de faire un répertoire aussi complet que possible, des Mélodies populaires du monde entier.
16. — Histoire de l'historiographie musicale.

II. — ESTHÉTIQUE MUSICALE ET RÉFORMES PRATIQUES.

1. — Du rôle éducateur et social de la musique.
2. — De la pensée musicale et de son influence sur la littérature.
3. — De l'utilité pratique de l'histoire de la musique pour le musicien compositeur ou exécutant.
4. — De la reconstitution possible d'une danse de théâtre.
5. — Etude des rythmes dans la musique homophone. Ne pourrait-on concilier leur variété et leur complexité avec la polyphonie moderne?
6. — De la nécessité de mettre de l'unité dans la terminologie musicale, aussi bien pour l'exécution, que pour l'analyse scientifique.
7. — De l'organisation actuelle de l'instruction musicale en Europe.
8. — Des altérations des textes dans les éditions musicales.
9. — De l'urgence d'éditions chronologiques et historiques de l'œuvre des grands musiciens.
10. — De la réforme de la musique religieuse à l'Eglise.
11. — Des réformes à poursuivre dans l'organisation et la direction des théâtres de musique.
12. — Des devoirs des Etats envers la musique. De l'établissement d'une législation pour la protection des chefs-d'œuvre classiques de la musique, comme de Monuments historiques.
13. — Des mesures qui pourraient être l'objet d'une entente internationale pour la commodité des travailleurs (Bibliographies musicales, ou bulletins bibliographiques; — question du prêt des livres dans les bibliothèques; — vœux pour un échange régulier de livres et de manuscrits entre les bibliothèques; — vœux pour affecter un fonds international aux études de musique, publications, catalogues, etc.).
14. — De la fondation d'une Revue internationale d'historiographie musicale et de musique, subventionnée par les gouvernements, pour établir un lien entre les musiciens, pour répandre les idées nouvelles, et pour développer le goût et l'éducation musicale.

Nous n'entendons pas limiter à ces sujets les travaux du Congrès, et nous serons heureux de soumettre à la discussion, toute question proposée au Comité d'organisation avant l'ouverture du Congrès, ou signalée pendant le Congrès, à condition qu'elle soit approuvée par le bureau.

En dehors de ces discussions, nous nous proposons d'organiser une série de conférences musicales, accompagnées d'auditions, et une exposition de manuscrits, autographes, portraits de musiciens, et instruments de musique.

La langue officielle du Congrès est le français. Le latin, l'allemand, l'anglais, l'italien, l'espagnol, sont admis. Sont admises de même les autres langues, sous condition qu'il pourra être fait sur l'heure un résumé en français de la communication.

Tout projet de communication devra être notifié *avant le 1^{er} juin 1900* au secrétariat de la section d'histoire de la musique. (M. Romain Rolland, 76, rue Notre-Dame-des-Champs, à Paris.) Le bureau de la section décide l'admission du projet de communication. Il ne sera reçu aucun travail déjà publié, ou présenté antérieurement à une société savante.

La durée d'une communication ne peut dépasser, en principe, quinze minutes ; l'assemblée consultée pourra, quand elle le jugera utile, étendre ce délai. Les orateurs sont priés de remettre, après chaque séance, au secrétariat de la section, un résumé écrit de leurs conférences.

L'adhésion au Congrès d'histoire de la musique comporte le droit d'assister aux séances des différentes sections du Congrès international d'histoire comparée, et de recevoir les publications des actes généraux, ainsi que les Mémoires spécialement publiés par la section d'histoire de la musique.

Le Comité d'organisation fait appel, non seulement aux musiciens et aux musicologues, mais à tous ceux qui s'intéressent à la musique. Il sollicite les communications manuscrites de ceux qui ne pourraient assister aux séances du Congrès, et l'adhésion en leur nom propre des Universités, Conservatoires, Ecoles musicales, ainsi que l'envoi de délégués.

Nous espérons, Monsieur, que vous voudrez bien prendre part à nos travaux, et nous vous prions d'agréer l'assurance de notre considération très distinguée.

Pour le Comité d'organisation :

Le Président,
BOURGAULT-DUCOUDRAY.

Le Secrétaire,
ROMAIN ROLLAND.

COMITÉ D'ORGANISATION :

Président honoraire : M. CAMILLE SAINT-SAENS, de l'Académie des Beaux-Arts.

Président : M. BOURGAULT-DUCOUDRAY, professeur d'histoire de la musique au Conservatoire national de musique.

Vice-Président : M. JULIEN TIERSOT, bibliothécaire au Conservatoire national de musique.

Secrétaire : M. ROMAIN ROLLAND, professeur d'histoire de l'art à l'Ecole Normale Supérieure, 76, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris.

Trésorier : M. CHARLES MALHERBE, archiviste-bibliothécaire de l'Opéra, 34, rue Pigalle, Paris.

Membres :

MM. CAMILLE BELLAIGUE.

CHARLES BORDES.

JULES COMBARIEU.

MAURICE EMMANUEL.

MM. HENRY EXPERT.

ALEXANDRE GUILMANT.

VINCENT D'INDY.

La cotisation des membres du Congrès est fixée à 20 francs.

Les adhésions et les demandes de renseignements doivent être adressées au secrétaire de la section, M. Romain Rolland, 76, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris.

Les cotisations doivent être adressées au trésorier de la Section, M. Charles Malherbe, archiviste-bibliothécaire de l'Opéra, 34, rue Pigalle, Paris.

Barcelona, de Septiembre de 1906.

Sr. D.

Distinguido señor : Solicitado con vivas instancias para dar algunos cursos de Conferencias colectivas ó particulares, esencialmente prácticas, tengo el gusto de enviarle los cuadros indicativos de las mismas, y de invitar á V., en caso de que le fuese grata y útil la asistencia personal, ó de rogarle invite en mi nombre á los amigos de V. á quienes pudiese convenir alguno de los cursos establecidos.

En espera de su contestación, que le ruego no demore, para, en su caso, señalarle número de inscripción, es de V. afmo. amigo,

q. l. b. l. m.,

De su casa : Aragón, 282.

CURSOS DE CONFERENCIAS COLECTIVAS Ó PARTICULARES PRÁCTICAS

CUADRO PRIMERO

Conferencias colectivas prácticas para una sección de diez asistentes. Curso Octubre-Junio inclusive, todos los domingos de 4 á 5. Temas de estudio : Aplicaciones de la armonía al canto popular y por extensión al canto gregoriano. - Formas de arte moderno originarias de la canción.

Honorarios mensuales anticipados... .. 15 ptas.

CUADRO SEGUNDO

Conferencias colectivas prácticas para una sección de diez asistentes. Curso Octubre-Junio inclusive, todos los jueves de 4 á 5. Temas de estudio : Formas y prácticas de composición musical en todos los géneros.

Honorarios mensuales anticipados... .. 15 ptas.

CUADRO TERCERO

Conferencias particulares prácticas para un solo asistente. Curso Octubre-Junio inclusive. Temas de estudio, día ó días de la semana y hora : se convendrán con el asistente.

a) Honorarios mensuales anticipados por una conferencia semanal 30 ptas.

b) Honorarios mensuales anticipados por dos conferencias semanales 40 ptas.

Barcelona, de Septiembre de 1906.

Sr. D. *Luis Mailla*

Distinguido señor : Solicitado con vivas instancias para dar algunos cursos de Conferencias colectivas ó particulares, esencialmente prácticas, tengo el gusto de enviarle los cuadros indicativos de las mismas, y de invitar á V., en caso de que le fuese grata y útil la asistencia personal, ó de rogarle invite en mi nombre á los amigos de V. á quienes pudiese convenir alguno de los cursos establecidos.

En espera de su contestación, que le ruego no demore, para, en su caso, señalarle número de inscripción, es de V. afmo. amigo,

q. l. b. l. m.,

J. Pedrell

De su casa : Aragón, 282.

CURSOS DE CONFERENCIAS COLECTIVAS Ó PARTICULARES PRÁCTICAS

CUADRO PRIMERO

Conferencias colectivas prácticas para una sección de diez asistentes. Curso Octubre-Junio inclusive, todos los domingos de 4 á 5. Temas de estudio : Aplicaciones de la armonía al canto popular y por extensión al canto gregoriano. - Formas de arte moderno originarias de la canción.

Honorarios mensuales anticipados... .. 15 ptas.

CUADRO SEGUNDO

Conferencias colectivas prácticas para una sección de diez asistentes. Curso Octubre-Junio inclusive, todos los jueves de 4 á 5. Temas de estudio : Formas y prácticas de composición musical en todos los géneros.

Honorarios mensuales anticipados... .. 15 ptas.

CUADRO TERCERO

Conferencias particulares prácticas para un solo asistente. Curso Octubre-Junio inclusive. Temas de estudio, día ó días de la semana y hora : se convendrán con el asistente.

a) Honorarios mensuales anticipados por una conferencia semanal... .. 30 ptas.

b) Honorarios mensuales anticipados por dos conferencias semanales... .. 40 ptas.

Barcelona, de Septiembre de 1906.

Sr. D.

Distinguido señor : Solicitado con vivas instancias para dar algunos cursos de Conferencias colectivas ó particulares, esencialmente prácticas, tengo el gusto de enviarle los cuadros indicativos de las mismas, y de invitar á V., en caso de que le fuese grata y útil la asistencia personal, ó de rogarle invite en mi nombre á los amigos de V. á quienes pudiese convenir alguno de los cursos establecidos.

En espera de su contestación, que le ruego no demore, para, en su caso, señalarle número de inscripción, es de V. afmo. amigo,

q. l. b. l. m.,

De su casa : Aragón, 282.

CURSOS DE CONFERENCIAS COLECTIVAS Ó PARTICULARES PRÁCTICAS

CUADRO PRIMERO

Conferencias colectivas prácticas para una sección de diez asistentes. Curso Octubre-Junio inclusive, todos los domingos de 4 á 5. Temas de estudio : Aplicaciones de la armonía al canto popular y por extensión al canto gregoriano. - Formas de arte moderno originarias de la canción.

Honorarios mensuales anticipados... .. 15 ptas.

CUADRO SEGUNDO

Conferencias colectivas prácticas para una sección de diez asistentes. Curso Octubre-Junio inclusive, todos los jueves de 4 á 5. Temas de estudio : Formas y prácticas de composición musical en todos los géneros.

Honorarios mensuales anticipados... .. 15 ptas.

CUADRO TERCERO

Conferencias particulares prácticas para un solo asistente. Curso Octubre-Junio inclusive. Temas de estudio, día ó días de la semana y hora se convendrán con el asistente.

a) Honorarios mensuales anticipados por una conferencia semanal... .. 30 ptas.

b) Honorarios mensuales anticipados por dos conferencias semanales... .. 40 ptas.

Ayuntamiento de Barcelona

Delegación de Cultura



R. O. del Gobierno del
Directorio Militar
relativa al contenido ideológico
de la Enseñanza y **Circular** del
Ministerio de Instrucción Pública
de Francia referente al uso de
idiomas o dialectos en la
escuela; acompañadas
de un breve co-
mentario.

Barcelona, Octubre 1925

Ayuntamiento de Barcelona

Delegación de Cultura

EN atento B. L. M. remitiónos el Excmo. Sr. Alcalde ha muy pocos días un impreso donde consta la contestación dada por M. Monzie, ministro de I. P. y B. A. de Francia a los elementos de aquella nación que reiteradamente venían demandando licencia para el empleo en las escuelas primarias del patois (idioma o dialecto regional).

En ese B. L. M. hacía el Sr. Alcalde la recomendación de que propaláramos tal impreso a fin de que llegara a conocimiento del mayor número de ciudadanos.

Desde los primeros momentos, comprendió la Comisión de Cultura que el máximo interés en divulgar la substanciosa Circular del Ministro francés sobre tan interesante extremo estaba en hacerla llegar a los maestros españoles de aquellas regiones que, como en la nuestra, ha llegado a hacerse materia de discusión el predominio de la lengua regional, poniéndola frente a frente de la española.

Las razones que en su sereno y documentado escrito aduce M. Monzie para probar la indiscutible importancia que tiene el conocimiento y uso del idioma nacional en el engrandecimiento y prosperidad de los pueblos relevan a esta Comisión de buscar nuevos argumentos en apoyo de tan indiscutible verdad, limitándose solo a recomendar a los señores maestros la lectura de tan oportuna Circular, deduciendo de ella las consecuencias lógicas que se derivan en lo que respecta a la enseñanza y uso en nuestras escuelas de la lengua oficial, lazo de unión de todos los pueblos que constituyen la Patria, y medio el más adecuado y único para la expansión de nuestro comercio y la difusión de todas las características de la raza en el concierto internacional.

¿Quiere decir esto que, con nuestra recomendación, pongamos un veto al uso de las lenguas regionales?

Nada de eso: creemos que su conocimiento responde, en primer término, a una necesidad natural y pedagógica no despreciable para los educadores; que constituye un sedimento tradicional que nos da a conocer la psicología de los pueblos; pero creemos también que, aparte su conocimiento, que responde en muchos casos únicamente a la esfera sentimental, debe intensificarse y ponerse en primer término el uso y conocimiento del idioma nacional, vínculo indestructible de todos los elementos que integran una nación.

He aquí ahora la Circular que esta Comisión se cree en el deber de hacer llegar a todos los maestros.

CIRCULAR QUE EL MINISTRO DE INSTRUCCIÓN PÚBLICA Y DE BELLAS ARTES DE FRANCIA HA DIRIGIDO A LOS RECTORES, SOBRE EL EMPLEO DE LOS IDIOMAS O DIALECTOS EN LA ENSEÑANZA PRIMARIA.

Al confirmar la respuesta dada por mi predecesor a los Rectores de Burdeos, Tolosa, Aix y Montpellier, en 20 de Diciembre de 1924, creo un deber el desentendarme de las sugerencias que han partido de diversos Congresos, desde 1914, tendiendo a la utilización de los idiomas locales (vascuence, bretón, gascón y lenguedociano en general) para la enseñanza del francés en las escuelas primarias. "Este método—decía M. Francisco Arbelt—es muy discutible . . . no se comprende, como el vascuence y el bretón, puedan servir para la enseñanza del francés". Si me preocupo en insistir acerca de no ser admisible lo que se pretende, es porque varios buenos franceses, animados por un afán de renacimiento, han pedido con insistencia el que el Estado fijase, sobre este particular, su opinión y concediese al regionalismo su parte o su lugar definido.

Insisten en obtener se autorice a los maestros que hablan un patois, para utilizarla en sus clases y den a sus alumnos versiones y temas, como si se tratase de lenguas de ejecutoria, tales como el latín y el griego. Piden que en las escuelas normales se dé un puesto a la enseñanza científica de las hablas locales, sosteniendo que el conocimiento del patois, además del francés, aumenta el valor social del hombre, por la gimnasia bilingüe que necesariamente supone. Para servir de punto de partida y de apoyo a la enseñanza del francés es por lo que se solicita (a no ser que se reclame, dado el tono irritado de la polémica) la introducción del patois en la escuela primaria.

¿Es cierto que el dialecto local puede servir para enseñar el francés? No es esta a la hora presente la opinión de ningún pedagogo de calidad.

¿Quién sueña en servirse del bretón, del vascuence o del flamenco para facilitar la inteligencia del francés? ¿Será preciso dictar reglas diferentes según las regiones y clasificar los idiomas según los servicios que sean susceptibles de proporcionar a la pedagogía primaria? ¿Cómo, además, armonizar tal propósito con los métodos generales de enseñanza, con el método directo que se utiliza para aprender el alemán o el inglés? ¿Nos hemos de servir del lenguedociano como intérprete del francés, siendo así que la última palabra es el aprendizaje del francés por el francés? Las objeciones válidas se multiplican, sin que aparezca en sentido contrario argumento alguno decisivo.

Yo bien sé que el estudio de una lengua distinta de la maternal nos inicia en el mecanismo lingüístico de nuestra propia lengua, pero también sé que saber una lengua extranjera es poseer el medio de conocer directamente la civilización y la literatura del pueblo que la habla, es aumentar también nuestro propio valor humano y social. No es indiferente, para la formación de nuestros maestros, el aprender cualquier lengua extranjera. El maestro que haya aprendido el francés y el vascuence, ¿habrá aumentado sus capacidades humanas y sociales tanto como el que sepa el francés y el alemán, el francés y el inglés, el francés y el español o el italiano, o el ruso o cualquier otra lengua extranjera, nutrida de toda la vida intelectual y sentimental de un gran pueblo moderno, expresión de toda su actividad y de toda su prosperidad económica?

No ignoro, tampoco, que servicios eminentes, de más en más, ha prestado el estudio de los patois a la historia de la lengua francesa; y yo rindo aquí un homenaje a los profesores y a los eruditos que, inclinados sobre esas flores de nuestro terruño, han estudiado con amor todas sus variedades. Pero estas son materias de enseñanza superior, son investigaciones de sabios.

Nuestra escuela normal de primera enseñanza, que tiene tareas precisas y múltiples, no puede distraer, para estos estudios, nada de su tiempo ni de sus esfuerzos.

En la escuela primaria nuestros maestros deben habituar a los niños a poner en las palabras toda la realidad que expresan. El peligro a evitar es que nuestros hijos puedan emplear palabras o frases sin darles siempre su sentido exacto. Ahora bien, la traducción de una palabra francesa por una palabra del patois dispensaría, muy frecuentemente, a los maestros y a los alumnos, de este saludable esfuerzo; sin duda podrían poseer dos palabras para expresar una misma realidad, pero preocupados en asociar los dos léxicos, se arriesgarían, acaso, a no asociar ya las palabras a las cosas, la traducción de las palabras les dispensaría de la visión de las cosas. Y por otra parte, cuando hacemos un esfuerzo para dar a todos los niños de Francia una misma lengua, clara y neta, en la que las palabras y las frases traducen, sin ambigüedad ni incertidumbre, las ideas o los sentimientos de cada uno ¿No sería contradecirse a si mismo el proporcionar, a las palabras y a los giros dialécticos, la facilidad y la tentación de introducirse en el francés de nuestras escuelas?

Pero si considero el problema apartándome de estas disputas de método, debo preguntarme, si está bien el fomentar las divisiones lingüísticas. El ejemplo de Bélgica—“tierra de experiencias”, como alguien ha dicho—no es para animarnos en estas empresas, aunque la unidad moral y patriótica de este noble país parezca ha podido hacer inofensivas las reivindicaciones del flamenquismo naciente. Francia, por unida que esté, no lo estará jamás demasiado.

Desde el tiempo en que Francisco I, en 1539, ordenaba que todos los documentos de justicia y administración fuesen escritos en francés, todos nuestros Gobiernos han profesado una común y constante doctrina de unificación lingüística.

Dada la importancia de amoldar a los pueblos de los países anexionados a nuestros usos y costumbres no hay nada que pueda contribuir más a ello que haciéndolo de manera que los niños aprendan la lengua francesa, a fin de que les sea tan familiar como el alemán y que con el tiempo se pueda, si no desterrar el uso de esta última, por lo menos que tenga aquella la preferencia en la opinión de los habitantes del país”. Esta política, definida en una carta de Colbert a su hermano, el 12 de Marzo de 1666, ha sido siempre la nuestra, no solamente respecto a las poblaciones de Alsacia, sino en relación con todos los franceses del interior, según la expresión habitual en Alsacia.

Así mismo, es un habitante de Strasburgo, Arbogart, quien inspira el texto del 5 de Brumario, año II, donde se dice:

“La enseñanza pública está dirigida en todas partes de modo que uno de los primeros beneficios sea el que la lengua francesa llegue a ser en poco tiempo la lengua familiar de todas las partes de la República. En toda la República la instrucción no se hace más que en lengua francesa”. Ni clase en latín, ni escuela en patois; la unificación, por la enseñanza pública del francés.

A pesar de las vicisitudes que debía sufrir esta enseñanza pública bajo el Directorio y el Consulado, lo esencial de estas prescripciones revolucionarias ha subsistido en las instrucciones dadas por Napoleón a sus Prefectos y a los Obispos. La información sobre los idiomas, a la que se procedió de 1806 a 1813, tiende a clasificarlos para combatirlos mejor, en beneficio de la lengua única. Esta misma continuidad de política por la lengua, se afirma en el curso de los años de laicismo republicano: M. Fallières, en circular de 30 Octubre 1890, M. Waldeck Rousseau en un despacho de 26 Enero de 1901, prohibían el uso de los dialectos en las predicaciones y lecciones de catecismo. Por 339 votos contra 185, el 16 de Enero de 1903, la Cámara de Diputados, aprobaba a M. Emilio Combes, Presidente del Consejo de Ministros y Ministro de Cultos, el haber renovado estas prohibiciones; y esto, después de un prolongado debate, en el curso del cual el Jefe del Gobierno había expuesto la doctrina tradicional y continua; de la cual he evocado la historia demasiado rápidamente. Yo inspiro mis instrucciones en esta doctrina. Así la escuela laica, como la Iglesia concordada, no sabrían abrigar en su seno hablas competidoras de una lengua francesa, para cuyo celoso culto no habrá jamás bastantes altares.

Se me permitirá hacer observar, además, que quedan aún demasiados ignorantes entre nosotros para que podamos distraer, en favor de los más respetables idiomas regionales o locales, una porción del esfuerzo necesario para la propagación del francés. «Solamente es verdaderamente francés de corazón, de alma y de la cabeza a los pies, aquel que sabe, habla y lee la lengua francesa». Hasta que esta definición de Musset sea aplicable unánimemente a los ciudadanos adultos, la enseñanza del patois debe ser considerada como un lujo y yo os suplico que creais que nuestra época no es nada favorable a los gastos de lujo por cuenta de la colectividad.

En fin, he de observar que no es preciso practicar la lengua local para llenar todos los deberes del regionalismo, para emplearse en la salvaguardia de los queridos monumentos del pasado, para desempeñar su papel en esta reconstitución metódica de las historias locales, a la cual se dedican con pasión los regímenes más subversivos. Los notables trabajos de los maestros sobre los asuntos de regionalismo no tienen más que un defecto; el de ser insuficientemente apreciados. Yo os agradeceré el anotar y señalar, por todos los medios, cuales de estos trabajos extraescolares han retenido vuestra atención personal. Os pido aplicar a los maestros, que asignan a la ideología un valor exclusivo, las célebres palabras de Kant: «Las ideas sin la realidad son vacías». La realidad es el suelo y su historia que le ha formado. El estudio de esta historia es de más importancia actual que el renacimiento de los patois bajo la égida de un Estado solicitado por otros cuidados imperiosos.

Firmado: *de MONZIE*

Otra disposición interesantísima para nosotros ha visto la luz estos días en forma de R. O. dictada por el Directorio Militar.

Fué desde los primeros momentos una seria preocupación del Poder, desde que se propuso regenerar a España, la predicación de teorías que venían relajando los lazos espirituales que deben unir a todos los españoles. La cátedra y la escuela habíanse convertido, por ciertos des-

aprensivos elementos, en campo de funesta propaganda de ideas antisociales, cuando no lanzaban sus envenenados dardos contra la veneranda unidad de la Patria. Poco a poco iban emponzoñándose las vírgenes almas de nuestros escolares con ideas subversivas y condenables que, con el tiempo, hubieran provocado serios conflictos al Poder, comprometiendo la paz pública y poniendo en grave aprieto la unidad nacional.

Consecuente en esa campaña de extirpación de tan perniciosas tendencias, viene hoy el Directorio, con la publicación de la mentada R. O., a hacer saludables advertencias, indicando al funcionario, maestro, profesor o catedrático, el deber sagrado de mantenerse dentro del estricto cumplimiento de la Ley, deber que, si no estuviera impuesto por las disposiciones vigentes, lo impondría, en el punto concreto que comentamos, el amor que todo español debe tener a la Patria hoy mas que nunca sublimada por el heroísmo de sus hijos que, sin distinción de matices regionales, acaban de escribir en los ardorosos campos africanos una brillante página que, a la vez que nos llena de orgullo, ha servido para probar al mundo todo que España, la grande, la altiva, la conquistadora, la magnánima, vuelve a renacer joven, bella, valiente, y, sacudiendo el yugo de sus desgracias seculares, se lanza en ímpetus de gallardía suprema al rescate de su pasada gloria.

Si interesante es la Circular del Ministro francés, no lo es, ni puede para nosotros serlo menos, la conminatoria R. O. del Directorio que inmediatamente transcribimos para conocimiento de los señores maestros.

Dice así:

REAL ORDEN

Excmo. Sr.: Es fin primordial del Estado atender a su propia conservación, y en tal sentido, todo Gobierno que se precie de cumplir su misión debe realizar aquél con preferencia a cualquier otro, exigiendo para ello la obligada cooperación de todos los ciudadanos, y más especialmente la de los funcionarios públicos, que al aceptar los cargos que desempeñan y disfrutar las ventajas que el Estado les concede, contraen implícitamente el deber de servirle lealmente en todos los momentos de su vida.

A esta clase honrosa de la sociedad pertenecen los Maestros de Escuelas nacionales y todos los Profesores de la enseñanza pública, que, por la delicada misión que el Estado les encomienda al entregarles la educación de las nuevas generaciones, deben dar ejemplo paladino de virtudes cívicas dentro y fuera de las aulas y conducir a sus discípulos por la senda del bien y del orden social, tanto en las lecciones que les transmitan y en las doctrinas que les infundan como en la vida que ellos mismos practiquen.

Así lo realiza la inmensa mayoría del Profesorado español; pero hay algunos, pocos, que estiman que, terminada su diaria labor docente, ninguna relación hay entre ellos y el Estado de quien dependen y tienen libertad completa para, con funesto ejemplo para sus discípulos y con grave daño del orden social, dedicarse a propagandas, más o menos encubiertas, contra la unidad de la Patria o contra instituciones que, cuales la familia, la propiedad, la religión o la Nación, constituyen el fundamento sobre que descansa la vida de los pueblos.

Algunos, aunque poquísimos—pero no por esto menos perniciosos—, llegan a pretender cautelosamente introducir sus nefandas doctrinas en el alma de sus discípulos, bien omitiendo hechos esenciales en la exposición de la Geografía y de la Historia, ora dándoles ambigua explicación, ya proponiendo cuestiones con enunciados de equívoca significación, que atraen al alma de sus alumnos dudas y vacilaciones hacia verdades que indeleblemente deben quedar grabadas en su alma; y siendo estos casos de los previstos y castigados en el artículo 170 de la ley de 9 de Septiembre de 1857,

S. M. el REY (q. D. g.) ha tenido a bien resolver que se manifieste a vucencia:

1.º Que por los Rectores de las Universidades, como Inspectores natos de todos los Centros públicos de enseñanza de su demarcación, por los Directores de éstos y por los Inspectores de Primera enseñanza se vigile cuidadosamente acerca de las doctrinas antisociales o contra la unidad de la Patria que puedan ser expuestas por algunos Profesores o Maestros dentro de sus clases, procediendo desde luego con el mayor rigor a la formación del oportuno expediente previa la suspensión de empleo y medio sueldo, si hubiera indicios suficientes de culpabilidad.

2.º Los Inspectores de Primera enseñanza, en las visitas que realicen, examinarán los libros de texto en las Escuelas, y si no estuviesen escritos en español o contuvieren doctrinas o tendencias contrarias a la unidad de la Patria o contra las bases que constituyen el fundamento del régimen social, los harán retirar inmediatamente de

manos de los niños y procederán a formar expediente al Maestro, suspendiéndole de empleo y medio sueldo y dando cuenta a V. E.

3.º Igualmente procederán a la clausura de las Escuelas privadas en que encontrasen libros que expongan dichas doctrinas o tendencias, dando cuenta asimismo a V. E.

4.º También examinarán a los niños sobre la instrucción que en estas materias hayan recibido, y de observar alguna falta o negligencia procederán con el mayor rigor.

5.º En dichas visitas deberán enterarse los Inspectores de la conducta que los Maestros observen, y si ésta fuera de pernicioso ejemplo en la localidad o si comprobaran que el Maestro se dedica a propagandas antipatrióticas o demoleadoras del orden social establecido, procederán a la formación del oportuno expediente.

6.º Los Inspectores serán responsables personalmente del cumplimiento de las anteriores disposiciones, considerándose como falta muy grave la negligencia en que incurran.

7.º Igualmente incurrirán en responsabilidad las demás Autoridades académicas a quienes corresponde función inspectora por las faltas de esta clase que cometan los Profesores que de ellos dependen si no les corrigieran en cuanto las conozcan o no dieran cuenta a V. E. inmediatamente.

De Real orden lo digo a V. E. para su conocimiento y efectos. Dios guarde a V. E. muchos años. Madrid, 13 de Octubre de 1925.

PRIMO DE RIVERA

Señor Subsecretario encargado del Ministerio de Instrucción pública y Bellas Artes.

Dispuesta esta Comisión de Cultura a secundar dentro de su esfera de acción todas las saludables iniciativas del Directorio, se permite recomendar a los señores maestros el mas exacto cumplimiento de lo consignado en la repetida R.O., bien entendido que, si no cree en posibles claudicaciones, será inexorable en la aplicación de la pena a los que, desoyendo la voz del deber y el consejo de la autoridad, incurran en faltas que siempre se reputarían como graves tratándose de vulnerar las soberanos principios del orden, de la justicia y de la integridad nacional.

Barcelona, 23 de octubre de 1925.

Por la Comisión de Cultura

El Teniente-Alcalde Delegado accidental,

Rafael del Río del Val



IMPRESO EN LOS TALLERES
DE LAS ESCUELAS MUNICI-
:: PALES DE VILLAJUANA ::



BEETHOVEN (1770 - 1827)

Obras de Juventud

SONATA en fa menor para piano (1783)
Larghetto. Allegro-Andante - Presto.

TRIO en mi bemol, op. 1, nº 1 (1793)
Allegro-Adagio cantabile-Scherzo
- Finale. Presto.

TRIO en si bemol, op. 11 (1798)
Allegro con brio - Adagio - Variaciones sobre "Pria ch'io l'impegno"
(de la ópera "L'amor marinaro"
de Weigl)

Por los profesores de la
Escuela:

Fernando Guerin (violín)

Luis Millet (violoncelo)

Vicente M^a de Gibert (piano)

Barcelona, 15 de octubre de 1939, Año de la Victoria.

AMIGOS DE LA ESCUELA TOMAS LUIS DE VICTORIA

Constituyen el núcleo de AMIGOS DE LA ESCUELA TOMAS LUIS DE VICTORIA las personas que, simpatizando con esta institución, le presten su apoyo moral y material. Se solicita de ellas un donativo mínimo de 5 pts. mensuales (en una sola entrega 55 pts. anuales o 500 pts. para un período de 10 años).

Las audiciones musicales y conferencias que se celebrarán reglamentariamente en la sala de sesiones de la Escuela estarán reservadas exclusivamente para los que ostenten el título de AMIGO. Los AMIGOS podrán asistir en condiciones ventajosas a los actos de carácter extraordinario que se organicen. Tendrán derecho a presentar como AMIGO a un familiar (esposa o hijo), cuyo donativo mínimo, si así lo solicita, será rebajado un 40 %.

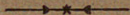
La Biblioteca de la ESCUELA estará a la disposición de los AMIGOS a las horas que se señalen en el orden interior.

Los ALUMNOS de la ESCUELA podrán solicitar el título de AMIGO con un descuento del 20 % sobre el donativo mínimo fijado.

Para asistir a cualquier acto de la ESCUELA es indispensable la presentación de la tarjeta de AMIGO.

La tarjeta de AMIGO se renovará cada año, en la ESCUELA, del 1º al 10 de octubre.

REGLAMENTO



Asociación Musical de Barcelona.

REGLAMENTO

ASOCIACION MUSICAL DE BARCELONA

Artículo I.

La Asociación Musical de Barcelona tiene por objeto el cultivo y fomento de la Música en todas sus manifestaciones artísticas.

Artículo II.

La Asociación Musical dispondrá la celebración de conciertos y conferencias, así como la de certámenes cuando cuente con elementos suficientes.

Al mismo tiempo contribuirá al desarrollo de la música, creando una biblioteca musical y prestando su apoyo moral á todos los proyectos que tiendan á realzarla, y á todas las entidades musicales, aun siendo extrañas á la Asociación.

De los Socios.

Artículo III.

El número de Socios será ilimitado, pudiendo todos disfrutar de las ventajas que la Asociación les conceda.

Artículo IV.

Los socios pueden ser numerarios, honorarios y protectores.

Numerarios, los que satisfagan cuota mensual.

Honorarios, los que por sus circunstancias especiales se hayan hecho acreedores á tal distinción.

Protectores, los que se hayan distinguido por su constante protección á la Sociedad.

Artículo V.

Para ser admitido socio numerario, es preciso ser propuesto por dos socios y obtener la aprobación de la Junta Directiva.

Artículo VI.

Los socios numerarios tendrán voz y voto en todos los actos de la Asociación.

Artículo VII.

La propuesta y aprobación para los títulos de socio Honorario ó Protector serán de completa incumbencia de la Junta Directiva.

Artículo VIII.

Se consideran socios honorarios-natos los Sres. Gobernador de la provincia, Obispo de la Diócesis, Capitán General del Principado y Alcalde Constitucional.

Artículo IX.

Los socios numerarios satisfarán la cuota mensual de una peseta, pagadera por trimestres adelantados, para atender á las necesidades de la Asociación, reservándose la Junta Directiva la iniciativa de establecer un derecho de entrada cuando para los intereses de la Asociación lo crea conveniente.

(Este artículo podrá ser modificado en Junta general, con asistencia de una tercera parte de los socios.)

Artículo X.

Los socios honorarios no satisfarán cuota de ninguna clase y no tendrán voz ni voto.

Artículo XI.

Los socios se reunirán en Junta general ordinaria el último domingo de cada año para proceder á la elección de cargos de la Directiva, según expresa el artículo 17.º, quedándoles el derecho de convocar Junta general extraordinaria, siempre que medie un motivo suficiente y la solicitud que para éello deben presentar á la Secretaría venga suscrita por una tercera parte de los socios.

Dado el caso de que en esta sesión no se reunan dos terceras partes de los que la han solicitado, la Junta Directiva llamará á segunda convocatoria.

Artículo XII.

Se considerará como acto de renuncia al título de socio, el dejar de satisfacer la cuota trimestral.

Como medio legal bastará una simple indicación por escrito al Secretario de la Asociación.

Artículo XIII.

Al socio que infringiere los artículos del Reglamento, se le considerará en situación análoga á la que hace referencia el artículo ante-

rior. En este caso se procederá á la exclusión de su nombre en la lista de socios.

Artículo XIV.

Los individuos que voluntariamente dejen de pertenecer á la Asociación y soliciten nuevamente ingresar en la misma satisfarán 15 pesetas por derechos de entrada.

Artículo XV.

Los socios vienen obligados á comunicar á Secretaría su cambio de domicilio, para los efectos consiguientes.

De la Junta Directiva.

Artículo XVI.

La Asociación será regida y Administrada por una Junta Directiva compuesta de 11 individuos, á saber: un presidente, un vicepresidente, dos secretarios, un contador, un tesorero, un bibliotecario y cuatro vocales.

Artículo XVII.

Los cargos de la Directiva serán valederos por dos años, á contar desde el 1.º de Enero de 1889, elegidos por mitad cada año en la Junta

general ordinaria; de modo que en Diciembre del mismo, por ser el primer año, la suerte decidirá los cinco individuos que deben cesar en sus oficios. En los demás años seguirá la alternativa.

Es válida la reelección.

Artículo XVIII.

La Junta Directiva se reunirá semanalmente para tomar acuerdos.

Artículo XIX

La Junta Directiva queda autorizada para nombrar comisiones que apoyen su gestión administrativa, cuando crea oportuno estudiar un proyecto de interés para la Asociación.

Artículo XX.

La Junta Directiva queda autorizada asimismo para convocar Junta general extraordinaria, debiendo anunciarla por papeletas y con 48 horas de anticipación.

Artículo XXI.

La Junta Directiva, organizará un concierto mensual mientras cuente con elementos para ello.

Artículo XXII.

La Junta Directiva, para regularizar la marcha interior de la Asociación, dictará todas las disposiciones necesarias, las cuales tendrán fuerza ejecutiva para los asociados; fijándose para su conocimiento, convenientemente selladas por la Secretaría, en el cuadro anunciador de la Sociedad.

Artículo XXIII.

La vacante de un individuo de la Junta Directiva no podrá proveerse hasta fin de año, nombrándose para llenarla interinamente á uno de los vocales de la misma.

Atribuciones de la Junta Directiva.

Artículo XXIV.

El Presidente de la Asociación, á más de convocar y presidir las sesiones de la Directiva, debe:

Presidir las sesiones generales

Proponer á la Directiva todas las medidas que crea beneficiosas para la Asociación.

Firmar con el Secretario las actas de las sesiones, y todas las comunicaciones y oficios

que se libren por acuerdo de la Junta, sin cuyo requisito no serán válidos los documentos.

Artículo XXV.

El Vice-Presidente llenará las obligaciones del Presidente en caso de enfermedad, dimisión ó ausencia.

Artículo XXVI.

El Secretario 1.º ejercerá el cargo de secretario en las sesiones de la Directiva y generales. Debe, además, llevar el libro de actas que firmará con el Presidente, y un registro con el nombre, domicilio y fecha de entrada de cada uno de los socios; redactar y firmar toda clase de documentos aprobados en Junta; archivar los documentos de Secretaría, y custodiar el sello de la Asociación.

Artículo XXVII.

El Secretario 2.º será un auxiliar del 1.º y su sustituto en caso de ausencia, enfermedad ó vacante

Artículo XXVIII.

El Contador llevará la contabilidad de la Asociación y tomará razón de los documentos de Tesorería.

Artículo XXIX.

Son atribuciones del Tesorero:

Recaudar y custodiar los fondos de la Asociación.

Efectuar los pagos, previa aprobación de la Junta Directiva.

Dar cuenta mensual á la Directiva, de la situación financiera de la Asociación.

Y presentar á la Junta general de fin de año un extracto de cuentas, documentado y firmado, con el V.º B.º del Contador y el sello de Secretaría.

Artículo XXX.

El Bibliotecario cuidará de la recepción y conservación de las obras de la Biblioteca, numerándolas, coleccionándolas y formando un índice de las mismas.

Artículo XXXI.

Los Vocales de la Junta Directiva alternarán por meses en el cargo de *Vocal de turno*.

El *Vocal de turno* será un representante de la Junta en todos los actos que realice la Asociación.

Artículo último.

Si llegara el caso de disolverse la Asociación Musical de Barcelona, la Junta Directiva viene obligada á constituirse en Comisión liquidadora de la misma, pudiendo cederse los activos de la Asociación á un establecimiento benéfico que se dedique al cultivo de la Música.

Barcelona 1.º Febrero de 1889.

EL PRESIDENTE,

Melchor Rodríguez de Alcántara.

EL SECRETARIO,

Joaquín Manuel Gay.

Presentado por duplicado en este Gobierno,
hoy día de la fecha.

Barcelona 6 de Febrero de 1889.

EL GOBERNADOR,

Luis Antunez.

D.

me suscribo á la *Asociación musical* dirigida por *D. Enrique Granados*
en concepto de socio

Barcelona de de 190

FIRMA

DOMICILIO

Muy Sr. mío y de mi mayor consideración: Invitado por varios de mis buenos amigos, con cuyo inquebrantable afecto é inmerecida protección he contado siempre, he resuelto constituir en Barcelona, una agrupación ó asociación, que puede llamarse de los **CONCIERTOS CLÁSICOS**, formada con elementos escogidos entre los artistas músicos de esta capital.

Tengo, pues, el honor de dirigirme á Vd., para rogarle me conceda por un momento su atención, examinando la idea y prestando á ella su concurso, si así lo estima conveniente.

Mi propósito consiste principalmente en crear y organizar la agrupación de una verdadera y compacta masa de instrumentistas de cuerda, que podría utilizar para la interpretación de obras de estudio escritas expresamente para cuerda sola, muchas de ellas no conocidas aún por los amantes de la buena música.

Posteriormente, y cuando se haya logrado obtener la mayor unidad posible en la masa de instrumentos de cuerda, añadir á la misma, los cuartetos de instrumentos de metal y de madera, hasta formar una orquesta cuyos elementos sean todos identificados en la misma escuela para llegar á una perfección en el conjunto, superior á lo que se ha logrado hasta el presente en Barcelona.

Para llegar á estos resultados, he ideado organizar aquella agrupación bajo las siguientes bases que someto á su criterio.

BASES

I. Las personas inscritas en la Asociación, se clasificarán en socios protectores y socios adheridos.

II. Serán socios protectores, los que satisfagan la cuota de 10 pesetas mensuales.

III. Serán socios adheridos, los que satisfagan la cuota de 5 pesetas mensuales.

IV. Como director de dicha Asociación, me obligo á dar á los señores Socios un concierto clásico mensual con algún fragmento de piano y de violín y orquesta, y además se ejecutarán cuando menos dos conciertos de gran orquesta al año.

V. La dirección, secundada por otros profesores solistas, organizará también conciertos extraordinarios en obsequio á los Sres. Socios.

VI. Los profesores que constituyan la masa de los instrumentos de cuerda, y en su caso la de la orquesta, serán retribuidos con cantidades mensuales convenidas, y dichos profesores vendrán obligados á asistir constantemente á varios ensayos durante el mes y uno general, al cual serán invitados los Sres. Socios protectores.

VII. Una comisión, compuesta del seno de los Sres. Socios protectores, de acuerdo con la dirección, intervendrán en la marcha financiera y aún artística de la sociedad.

VIII. Los Socios adheridos tendrán derecho á una entrada además de la personal, y los protectores á tres en todos los conciertos que ejecute la Asociación.

Estas son las bases que me propongo para obtener la realización de mi ideal, las cuales tengo el honor de exponer á la consideración de los amantes al desarrollo de la buena música en esta populosa ciudad.

Tengo además la satisfacción de participar á Vd., que pronto será un hecho la construcción de un edificio expreso para Sala de Conciertos, cuya falta se hacía tanto sentir en Barcelona, y en ella podrán ejecutarse, en las mejores condiciones, las obras musicales de todos los géneros.

Suplico, pues, á Vd., que si así lo estima conveniente, se sirva contestarme si puedo contar con su valioso concurso, y en tal caso inscribirse en la lista de las personas que me han de honrar acompañándome al desarrollo de mi idea y de mis propósitos, á lo cual le quedará eternamente agradecido este su más atento y afmo. S. S.

Q. S. M. B.

Enrique Granados

Fallers 68-10